

Le grand historien et dirigeant historique du Bloc de gauche [Fernando Rosas](#) propose quelques éléments d'analyse du bouleversement politique qui vient d'avoir lieu au Portugal : non seulement la défaite électorale du PS (qui gouvernait depuis 2015) au profit de la droite, mais aussi et surtout la progression de l'extrême droite (Chega, qui signifie en portugais « ça suffit »), passée en cinq ans de l'inexistence électorale à 18 % et 50 députés. La situation appelle selon lui à une réflexion collective au sein de la gauche portugaise pour agir ensemble, défendre l'essentiel et ouvrir de nouvelles voies.

1. Les résultats des élections législatives du 10 mars montrent un net glissement à droite et à l'extrême droite de la situation politique du pays, avec comme force principale la progression de l'extrême droite raciste et fasciste (18% des voix et 48 députés). L'impact de ce résultat sur les partis centraux du système politique a été immédiatement visible. Outre la chute brutale du PS (il a perdu un demi-million de voix, principalement au profit de l'extrême droite, et 43 députés) et la stagnation de la droite traditionnelle (l'AD [Alliance démocratique], une coalition de droite formée autour du PSD [Parti social-démocrate, principal parti de droite au Portugal], a obtenu moins de voix que le PSD seul en 2022), autrement dit l'impasse globale du centrisme, il y a des symptômes de désintégration.

La droite du PS conspire et fait pression sur la nouvelle direction pour qu'elle adopte une politique de collaboration et rende viable un gouvernement dominé par l'AD, jurant pourtant qu'il n'est pas question de ressusciter le « bloc central ». Quant au PSD, il intrigue et complotte pour forcer Montenegro [le leader du parti] à conclure n'importe quel type d'accord (gouvernemental, parlementaire, extraparlémentaire...) avec l'extrême droite (Chega, dirigé par André Ventura), faute de quoi il sera renversé tôt ou tard au profit de celui avec lequel il s'alliera.

Il va sans dire que chacune de ces solutions revient à confier l'hégémonie à court terme, avec ou sans de nouvelles élections, à l'extrême droite autoritaire et antidémocratique. C'est aussi une manœuvre puérile que de penser que l'extrême droite est externalisable dans le cadre politique post-électoral et que, sans elle (!?), la gauche parlementaire dépasserait en nombre de députés AD et IL [Initiative libérale, un parti de droite de création récente]. La réalité qui ressort des élections est celle d'un bloc majoritaire de régression politique et sociale, composé de la droite traditionnelle et de l'extrême droite, avec une forte pression hégémonique de cette dernière en tant que force ascendante. C'est dans ce contexte politique que la gauche doit se comprendre et se définir comme une résistance et une alternative.

*

2. Il est bien connu que l'émergence de l'extrême droite fasciste renvoie à un phénomène international qui s'affirme aujourd'hui de manière exubérante au Portugal. En réalité, en Europe et au-delà, nous vivons la deuxième crise historique des systèmes libéraux de l'Occident et du modèle d'économie et de société basé sur le long monopole rotatif du pouvoir des partis au centre du système politique.

Transformées en partis gestionnaires de la crise du capitalisme néolibéral, la social-démocratie européenne et les formations traditionnelles de droite se sont rendues complices du cortège d'inégalités, de discriminations et de régressions sociales qu'elle a engendré. Elles ont créé un océan de frustration, de haine, d'abandon, de peur, un mélange de protestations désenchantées qui peut facilement être manipulé par la démagogie

Si, historiquement au Portugal, les partis porteurs de ce « centre » marécageux et néolibéral ont été, chacun à leur manière et seulement épisodiquement ensemble, le PSD et le PS, la vérité est que, dans l'immédiat, l'actuel virage à droite est le fruit de deux années désastreuses de majorité absolue du PS (après la rupture avec [la « geringonça »](#) [alliance entre le PS et les deux principaux partis à sa gauche, le PCP et le Bloc de gauche, qui ne participaient pas au gouvernement mais l'ont appuyé de 2015 à 2022]). Pendant ces deux années, le copinage, la promiscuité public-privé et la désintégration de l'État se sont conjugués avec l'incapacité de répondre à la crise du service public de santé, de défendre l'école publique et les droits des enseignants, ou d'entrevoir une politique d'accès au logement pour ceux qui ne peuvent pas se le payer avec leur salaire.

Les « bons comptes », la volonté de parvenir à l'équilibre budgétaire, étaient le manteau diaphane qui couvrait la politique structurelle des bas salaires et le refus persistant de revenir sur la législation du travail dictée par la troïka au début des années 2010. C'est sur le terrain social du mécontentement généralisé à l'égard de la gouvernance à majorité absolue du PS que l'on peut comprendre la lourde défaite électorale du parti et la tendance générale du vote.

*

3. Le vote d'extrême droite est un vote complexe et contradictoire qui mérite d'être analysé avec attention. Si nous l'examinons, même brièvement, du point de vue de sa structure sociale et politique, nous pouvons peut-être trouver quatre votes principaux. Premièrement, le vote d'une partie importante des grands intérêts qui financent (légalement et illégalement) le parti d'extrême droite. Comme on le sait, on y trouve les descendants de l'ancienne capitale financière (Champalimaud, Mello, Ricciardi Espírito Santo) avec les grands hommes d'affaires du tourisme, de la spéculation immobilière et de la distribution. Ils sont probablement la véritable âme du parti.

Deuxièmement, le vote pour le vieux et le nouveau fascisme. Les nostalgiques du salazarisme, ceux qui sont passés par le MDLP [Mouvement démocratique de libération du Portugal, un parti d'extrême droite qui avait commis des attentats terroristes dans la période de la révolution] ou les néo-fascistes formés par l'endoctrinement d'Alain de Benoist et de la Nouvelle Droite française, exilés jusqu'à présent dans le CDS [Centre démocratique social, parti traditionnel de la droite conservatrice depuis la révolution de 1974], le PSD, l'abstention ou les groupes fascistes sans expression électorale et qui ont maintenant découvert leur parti.

Troisièmement, une certaine jeunesse masculine (18-24 ans), puritaine, homophobe, antiféministe, réactionnaire, qui pense trouver dans le machisme traître et bouffon de l'extrême droite, ou dans les myriades de triomphes solitaires du marché, la solution aux frustrations, impasses et difficultés auxquelles la misère du capitalisme néolibéral la confronte.

Quatrièmement, et surtout, cette marée de votes de protestation non informée des petits et moyens propriétaires terriens, des employés du secteur tertiaire, des précaires, des chômeurs, des abandonnés et des marginalisés dont le droit à la santé, au logement, au travail avec un salaire décent et à l'école publique est sévèrement limité par les politiques dominantes. Un long secteur qui est sorti de l'abstention ou du vote pour le PS (ou, dans une moindre mesure, pour le PSD) et qui est devenu vulnérable à la manipulation

démagogique, aux arguments racistes et xénophobes contre les immigrés (le bouc-émissaire, ceux et celles qui sont plus faibles et plus désarmé·es que les faibles et les désarmé·es que l'extrême-droite cherche à mobiliser contre eux et elles).

Il n'y a qu'une seule façon pour la gauche de répondre à ce bouleversement. Il s'agit de lutter pour la mise en œuvre de politiques qui résolvent à court terme les problèmes les plus immédiats d'injustice sociale et distributive. Elle doit combattre et dénoncer les politiques racistes, homophobes et antiféministes qui contribuent à soutenir et à reproduire l'extrême droite. C'est la seule manière d'assécher leur soutien social et politique.

*

4. A la gauche du PS, le Bloc de Gauche a amélioré son score, malgré le fait que les distorsions de la proportionnalité du vote signifient que 46% des votes du parti ne se traduisent pas en mandats. Il a cependant conservé son groupe parlementaire. Les nouveaux députés de Libre [parti créé en 2013 notamment par un ancien dirigeant du Bloc de gauche, Rui Tavares] ont compensé les pertes de la CDU [coalition autour du Parti communiste portugais] et, dans l'ensemble, les partis à la gauche du PS ont gagné un nouveau député et amélioré leur vote au niveau global. Ils ont résisté au séisme et, je l'espère, se retrouveront, dans toute leur diversité, pour les temps difficiles à venir.

*

5. C'est sans doute une coïncidence douloureuse et paradoxale que nous célébrions le 50^e anniversaire du 25 avril [jour du soulèvement militaire qui fit tomber la dictature fasciste portugaise] à un moment marqué par les menaces les plus graves pour la démocratie sociale et politique depuis la chute du régime fasciste. Cette situation exige de la gauche portugaise qu'elle travaille ensemble et qu'elle dialogue pour défendre l'essentiel et ouvrir de nouvelles voies. Les manifestations du mois d'avril marquant le 50^e anniversaire de la révolution en sont la première occasion. Qu'elles soient une grande et massive démonstration de la volonté du peuple portugais de ne permettre aucun recul par rapport à ce qu'il a si durement acquis.

*

Illustration : photo d'Andre Ventura, leader de Chega / Wikimedia Commons.